

Tribune

Épargner, c'est voter : quand l'épargne devient un acte citoyen [Consultable sur le site de Libération](#)

Le sujet de l'épargne n'a jamais été aussi présent dans le débat public. Pourtant, malgré un niveau d'épargne record chez les Français, la compréhension des mécanismes financiers par le grand public demeure encore trop limitée. En réalité, peu de citoyens prennent réellement conscience que l'argent issu de leurs économies contribue à financer des projets et des entreprises. Et dans un contexte d'incertitudes économiques et de rhétorique politique intense, l'épargne est souvent reléguée à un simple réflexe de prudence. Elle est pourtant un levier d'action personnelle et collective avec des résultats tangibles pour la société et l'environnement et permet à chacun d'agir concrètement. Elle propose une nouvelle voie pour exprimer ses convictions.

L'épargne des Français : créatrice silencieuse de valeur

Loin de dormir, l'épargne des Français travaille. Que ce soit sur un livret d'épargne réglementée, un contrat d'assurance vie ou encore un plan d'épargne entreprise, l'argent placé est fléché par les dépositaires vers des projets et des secteurs précis de l'économie.

D'où la nécessité de reposer les termes avec pédagogie car oui, une action du quotidien comme aller chez son conseiller financier pour ouvrir un support d'épargne peut avoir une portée insoupçonnée : engagée, solidaire, et donc politique. C'est pour permettre ce choix à des millions d'épargnants que depuis les années 80, la finance solidaire s'est organisée autour d'un projet politique : construire une industrie financière qui s'appuie sur le financement de l'économie réelle, de proximité, qui redonne aux épargnants le pouvoir d'être acteurs, tout cela grâce à leur épargne.

La transition nécessaire vers une épargne plus responsable

La finance solidaire est une finance de solutions qui change des vies, et qui continuera d'en changer. En 2024, ce sont 21 000 emplois créés ou consolidés, près de 7 000 personnes alimentées en électricité renouvelable, 3000 nouvelles personnes relogées et autant d'hectares d'agriculture biologique préservés.

Phénomène inspirant donc, qui s'inscrit dans la continuité des changements de comportements citoyens : après le recyclage des déchets et les modes de consommations plus responsables, voici venu le moment de faire évoluer ses habitudes d'épargne grâce à une prise de conscience générale. Les grandes transitions sociales et environnementales ne se feront pas sans celle de l'épargne citoyenne : d'une épargne classique vers une forme solidaire et porteuse de progrès. L'envie est d'ailleurs bien là puisqu'1 français sur 4(1) souhaite que son épargne soit utile et orientée vers le financement de projets sociaux et écologiques. De la neutralité ou de l'indifférence à l'engagement citoyen, il n'y a qu'un pas, celui de l'épargne solidaire.

Une nouvelle voie pour faire vivre ses convictions

Affirmer qu'épargner peut changer la vie des gens n'est pas une formule : c'est une réalité concrète et mesurable. Prendre conscience du pouvoir de son argent c'est une forme d'émancipation citoyenne, à condition que la pédagogie soit au rendez-vous. C'est finalement le rôle de tous les acteurs de la finance solidaire, qu'ils soient établissements financiers, sociétés de gestion, grandes organisations de l'Economie Sociale et Solidaire ou personnalité engagée. Le dernier sondage (2) réalisé par Opinion Way et commandée par FAIR et France Active en témoigne : 37 % des Français considèrent que leurs choix d'épargne peuvent peser sur la cohésion sociale, et qu'épargner, c'est aussi un peu voter. Cette conviction est encore plus forte chez la Génération Z (65%) et chez près d'1 Millennials sur 2 (47%). Autant dire qu'à l'avenir, il faudra compter avec le pouvoir politique de l'épargne.

Clémence Vaugelade, Directrice générale adjointe de FAIR

(1)(2) Sondage « Les Français et l'épargne solidaire », FAIR, France Active et OpinionWay, 2025